

*Initiatives ministérielles*

moyen du Régime d'assistance publique du Canada que sont financés les abris pour femmes battues en vertu des accords fédéraux—provinciaux. C'est le mode actuel de financement des places de garderie dans notre pays et le gouvernement n'y participe plus dans ces trois provinces. Les enfants de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de l'Alberta ont autant besoin de garderies que tous les autres, et les femmes de ces provinces qui sont battues et maltraitées ont autant besoin d'abris que celles des autres régions du Canada.

Puis il y a la réduction des paiements de transfert aux provinces et dans les domaines de la santé et de l'éducation, ce qui est désastreux pour les femmes puisqu'elles ont plus tendance à être pauvres et à avoir besoin de services comme les soins de santé. Et pour comble de malheur, la majorité des travailleurs dans les services de santé sont des femmes. Elles sont très vulnérables et sont les premières à être licenciées et à subir une réduction de salaire.

Nous ne pouvons pas oublier non plus—comme si cela était possible—la taxe sur les produits et services si mal nommée et ses répercussions sur les femmes. C'est une taxe qui ne produit rien et ne rend aucun service aux Canadiennes. La TPS nuira aux femmes qui gagnent en moyenne 64 p. 100 du salaire des hommes de notre pays. Les femmes dépenseront une plus grande partie de leur revenu disponible pour la TPS que les hommes parce qu'elles ont un revenu disponible plus faible et parce que la TPS est régressive, imposant la consommation plutôt que les revenus.

Une mère seule avec deux enfants paiera par conséquent la même somme à la caisse quand elle achètera des chaussures à son enfant que le premier ministre ou n'importe lequel des ministres en face. Quels efforts supplémentaires pourrait déployer le gouvernement, je me le demande, pour continuer à garder les femmes à leur place? Eh bien, s'il laissait monter le taux de chômage chez les femmes de façon spectaculaire comme c'est le cas depuis un mois. D'un coup de baguette des conservateurs, nous avons vu 41 000 emplois à plein temps, autrefois occupés par des femmes, disparaître sans laisser de traces. Mais depuis le printemps dernier, les magiciens du cabinet prétendent que les Canadiennes comprennent la nécessité des compressions lorsqu'on les place dans le contexte des restrictions budgétaires appliquées à l'ensemble des programmes gouvernementaux. Pourquoi le gouvernement croit-il pouvoir imposer ces compressions aux Canadiens les moins en mesure de les supporter? Pourquoi s'acharne-t-il sur les pauvres et les femmes du pays?

Les Canadiennes veulent savoir pourquoi ces restrictions et ces compressions miracle n'ont pas joué dans le cas du prêt de 17 millions de dollars accordé à des clubs de danseuses érotiques au Canada, de l'augmentation de 33 millions de dollars du budget du Service canadien du renseignement de sécurité, des rénovations, évaluées à 1,5 million de dollars, qui seront apportées aux salles de réunion des comités sénatoriaux, de la campagne de publicité de 14 millions de dollars organisée pour faire accepter une taxe dont personne ne veut dans notre pays, du faste des festivités organisées, au coût de 2 millions de dollars, pour souligner la Fête du Canada, sans parler de la somme encore inconnue que le gouvernement consacre pour préparer les Canadiens à la guerre et à la mort dans le golfe Persique.

Et ce n'est pas tout. J'ai reçu des appels et des lettres de personnes outrées de voir l'ignorance et l'incompétence dont fait preuve le gouvernement quand il traite les questions des femmes. Des Canadiennes de Toronto, Ottawa et Vancouver ainsi que des groupes de la Nouvelle-Écosse et de Winnipeg se sont données beaucoup de mal pour décrire les contradictions manifestes observées dans les conditions d'admissibilité aux programmes, services et subventions du gouvernement.

Toutes ces femmes et toutes ces organisations féminines en sont venues à la même conclusion: le gouvernement s'attribue le mérite de changements qui ne servent qu'à rehausser son image et, pour ne pas avoir à garder ses promesses, il a prétexté que la mise en oeuvre de ses principes se révélerait trop coûteuse. C'est dommage, surtout que ses principes dans ce domaine n'avaient rien d'impressionnants au départ. Il est évident que les Canadiennes ont perdu confiance dans le premier ministre et son équipe de canailles. Les députés qui représentent des électrices devraient tous appuyer cette motion et retirer au gouvernement et au premier ministre la confiance qu'ils leur ont témoignée jusqu'à maintenant.

[Français]

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je suis très fière cet après-midi de parler du leadership de notre gouvernement, et particulièrement de notre premier ministre.

• (1600)

[Traduction]

Je voudrais d'abord vous exposer mes vues, et ensuite poser une question à la députée de New Westminster au sujet des observations qu'elle a faites à propos des femmes canadiennes, observations qui cadrent parfaitement et totalement avec la pensée néo-démocrate et qui ne correspondent absolument pas à la réalité.